

ENVIRONNEMENT

LUCIDITÉ ET PRAGMATISME

Dès 1993, la Commission européenne voudrait instituer l'écotaxe, ou taxe sur l'énergie visant à stabiliser les émissions de gaz carbonique puis à les diminuer. Une mesure controversée comme le montre l'annonce faite le 12 mai de la clause de conditionnalité : l'adoption de mesures similaires par les autres grands pays industrialisés.

Par Jean-Philippe CARUETTE
Directeur Environnement
de Total

L'IMPORTANCE et les enjeux de l'écotaxe pour un groupe énergétique comme Total nous conduisent à définir notre position. Ne réduisons pas la compréhension de l'effet de serre à la discussion sur l'instauration d'une taxe locale sur les émissions de gaz carbonique. Car l'effet de serre est un phénomène planétaire qui ne pourra être maîtrisé que par une approche globale et non par une décision régionale qui ne ferait que modifier la répartition des émissions de la planète sans en changer le niveau total.

Gaz carbonique et effet de serre

Phénomène indispensable à la vie sur la terre, l'effet de serre maintient sur la plus grande surface du globe des températures propices à la vie. Sans les gaz qui, dans l'atmosphère, absorbent une partie de l'énergie solaire réfléchie par la terre, celle-ci serait un désert glacé.

Le gaz carbonique joue un rôle essentiel dans le cycle du carbone : biodégradation, fermentation, assimilation par les végétaux, échanges

atmosphère-océans et bien sûr la combustion des énergies fossiles.

Certes, il existe une relation entre la température et la teneur en gaz carbonique de l'atmosphère, mais cette relation n'autorise pas une extrapolation conduisant à des scénarios plus ou moins catastrophiques sur le réchauffement de la planète à cent ans et ses conséquences sur le niveau des mers et la climatologie.

Et surtout, il n'existe aucune certitude sur l'impact des activités humaines, parmi lesquelles la consommation d'énergies fossiles. Sans détailler le cycle du carbone, indiquons simplement que les échanges de CO₂ entre l'océan et l'atmosphère — de l'ordre de 100 milliards de tonnes par an dans chaque sens — sont vingt fois plus importants que le rejet de carbone dû aux activités humaines.

Parmi les différents gaz intervenant dans l'effet de serre, certains voient leur concentration augmenter beaucoup plus rapidement que celle du gaz carbonique. Celle du méthane a doublé en un siècle alors que celle du CO₂

augmentait de 25 %, sans oublier les CFC d'apparition récente.

En théorie, il n'y a pas d'obstacles techniques pour lutter contre ces émissions, les moyens sont connus : pots catalytiques, pour réduire les imbrûlés et les oxydes d'azote des gaz d'échappement des voitures ; et entretien convenable des équipements de production et de transport de gaz pour réduire les fuites. On estime, par exemple, que les fuites de gaz contribuent autant à l'effet de serre que la combustion du gaz.

Maîtriser la consommation d'énergie

La lutte contre le gaspillage d'énergie est une action "sans regret". Elle contribue à la maîtrise de l'effet de serre et sauve des millions de tonnes d'énergie pour les générations futures.

Pour le gaz carbonique, ayons une approche globale. Les potentiels de réduction existent et passent d'abord par une exploitation systématique des gisements d'économie en commençant par ceux ayant le meilleur rendement gain/coût. Pourquoi dépenser 1 000 dollars en un lieu pour économiser

1 tonne de pétrole si le même investissement ailleurs peut en faire économiser dix fois ►



► plus ? Souvenons-nous à cet égard des actions et résultats obtenus pour économiser l'énergie après les deux chocs pétroliers. Certes l'industrie a fait de gros investissements, mais une bonne partie des économies de fioul domestique (25 % en quelques années) ont été réalisées par un changement de comportement et des modifications simples : quelques degrés de moins dans les logements, régulation automatique des températures de chauffage plutôt que par l'ouverture des fenêtres !

Dans les raffineries, voraces en énergie, le contrôle plus rigoureux de la chauffe dans les fours et chaudières, la chasse aux fuites de vapeur, l'entretien

de la CEE vise simplement à stabiliser les émissions en l'an 2000 par rapport à celles de 1990.

On pourrait nous reprocher de repousser le problème chez les autres en cédant au principe de NIMBY (Not in my back yard - Pas dans mon jardin). Ce serait faire un mauvais procès, car un tel programme suppose le transfert de savoir et d'expérience ainsi qu'un appui financier. Total est d'ailleurs déjà présent sur le terrain, par exemple dans des raffineries en Russie et en Roumanie. Ce type de démarche pourrait utilement être renforcé par un soutien de Bruxelles plus efficace que l'actuelle approche trop bureaucratique.



Catastrophe écologique : la mer d'Aral.

et l'amélioration de calorifuges, ont abouti à la moitié des économies pour des coûts modestes.

Pourquoi ne pas s'attaquer prioritairement à ces problèmes là où ils existent, à l'Est en particulier où l'on constate, en bien pire, les mêmes types de gaspillage qu'il y a vingt ans à l'Ouest. Il y a là un énorme potentiel d'économie, quand on sait qu'un habitant de l'Est consomme 50 % de plus d'énergie qu'un membre de la CEE pour un niveau de vie beaucoup plus faible. Pour un potentiel d'économie de 30 % sur 1,8 milliard de tep consommées à l'Est en 1990 (Europe Est et ex-URSS), le gisement serait de 600 Mt/an. La moitié pourrait être obtenue d'ici la fin du siècle sans investissements lourds, cela représenterait près du quart de la consommation de l'Europe occidentale, alors que le projet de taxe

Et l'écotaxe ?

Faut-il s'opposer à une augmentation du coût de l'énergie après l'expérience des chocs pétroliers ? Loin de toute position doctrinale, il s'agit de faire preuve de lucidité et de pragmatisme. L'énergie est déjà très lourdement taxée en Europe et tout spécialement en France. Aujourd'hui, le baril de brut reconstitué à partir des produits est taxé de 40 dollars (et même 140 dollars pour l'essence) à comparer au projet d'instauration d'une taxe de 3 dollars en 1993, montant progressivement à 10 en l'an 2000. Une augmentation de quelques pourcents sur l'essence est-elle de nature à modifier le comportement des automobilistes et à révolutionner la conception des moteurs ? Une augmentation plus sensible pour l'industrie ne conduirait-elle pas à

délocaliser des activités fortement consommatrices dans des pays où la production transférée consommerait plus d'énergie (mais non taxée) sans oublier celle nécessaire aux transports des produits ?

A nos yeux, les efforts doivent se porter là où ils auront le plus d'impact en terme de rapport gain d'énergie /coût, car les ressources financières ne sont pas illimitées. Il faut diversifier les sources d'énergie et adapter leur utilisation au mieux de l'efficacité énergétique globale et des conditions spécifiques de l'impact sur l'environnement. A ce titre, les centrales électriques devront s'ouvrir au gaz capable d'alimenter une turbine à gaz à cycle combiné permettant d'atteindre des rendements de 50 et même 60% à terme au lieu de 30% à 35% aujourd'hui dans une centrale conventionnelle.

Pour déterminer la meilleure source d'énergie pour une utilisation donnée, nous recommandons l'élaboration de bilans en terme d'énergie et de carbone.

La réduction des émissions étant une priorité reconnue, les gouvernements devraient affecter une partie des prélèvements à des programmes bien identifiés d'économies d'énergie, et favoriser la promotion de nouvelles technologies plus efficaces et plus propres. De plus, il faut organiser le transfert de l'expérience vers les pays et les domaines d'application qui en tireront les meilleurs résultats.

Enfin, il faut faire progresser les connaissances en matière d'effet de serre. Total y contribue au sein des organismes internationaux auxquels nous adhérons. L'IPIECA (1) par exemple, participe à un programme d'étude des échanges de CO₂ dans la moyenne atmosphère. D'autres domaines peuvent être étudiés tels que l'échange de CO₂ à la surface des océans.

Le sommet de Rio donnera l'occasion de convaincre les gouvernants qu'en ce domaine, loin d'œuvrer à des fins politiques ou électorales, l'essentiel est de mettre en place une réelle concertation avec les différents acteurs : scientifiques, industriels et citoyens consommateurs à qui, en définitive, reviendra de payer le juste prix du service et de la protection de l'environnement. ■

(1) International Petroleum Industry Environmental Conservation Association.